

NEWSLETTER

Dec. 2023



L'association

Fondée en 2013, à la suite du triple assassinat à Paris de Rojbin, Sakine et Leyla, trois femmes et militantes kurdes, l'association de solidarité France Kurdistan s'est engagée au plan national, mais aussi local, pour populariser la cause kurde auprès de l'opinion publique française.



Depuis
2013



Lors de l'AG, le bureau 2024 a été constitué :

Sylvie, Michel, Pascal, Léo, Laura, Didier, Wilfried, Richard, Lauryane, Laurent, Josette, Roseline.

Ce bureau représente France Kurdistan dans toutes sa diversité. Pascal et Roseline ont été élus co-présidents et succèdent à Sylvie et Laurent.

L'ensemble des adhérents ont souhaité porter Sylvie à la présidence d'honneur en remerciement pour toutes les années qu'elle a consacrées à France Kurdistan.

A l'occasion de l'assemblée générale annuelle, l'association a fêté ses 10 ans en compagnie de ses adhérents et de nombreuses personnalités.



LES INITIATIVES FRANCE KURDISTAN

PINAR SELEK A LYON

France Kurdistan Rhône, en partenariat avec le comité de soutien lyonnais Pinar Selek, la maison des passages et l'observatoire de désarmement, a organisé une soirée en présence de Pinar Selek autour de son livre Le chaudron militaire turc, un exemple de production de la violence masculine.

Pinar Selek est une sociologue, écrivaine, et féministe. Elle se décrit comme "une militante de la poésie". Persécutée depuis plus de 25 ans par le gouvernement turc pour ses recherches et ses écrits, notamment sur les kurdes, elle ne cesse de se battre pour la justice. Son dévouement indéfectible a fait d'elle une figure emblématique.

Dans son livre, elle démontre avec habileté comment la société turque fabrique des hommes prêts à tuer pour sauvegarder ce régime partiarcal, militariste et nationaliste.



Lauryane Picaud, militante de l'association France Kurdistan a présenté l'exposition Demain, j'espère... à Saint Nazaire.

Cette exposition retrace la rencontre entre France Kurdistan et des femmes kurdes réfugiées du camp de Lavrio (Grèce). L'association avait, pour ce faire, envoyé une délégation dans le camp de réfugiés en 2021.



Parlement européen

Sylvie s'est rendue, les 6 et 7 décembre à la Conférence internationale annuelle sur "l'UE, la Turquie, le Moyen-Orient et les Kurdes" organisée par la Commission civique UE-Turquie (EUTCC) au parlement européen.

- De nombreux sujets ont été abordés, et nous retenons notamment que la République turque, qui a célébré cette année son 100e anniversaire
- continue d'accentuer son engagement militaire et son recul démocratique
- depuis les élections législatives et présidentielles. Cette politique impact particulièrement les Kurdes et les régions kurdes. Les vagues d'arrestations de responsables politiques kurdes se poursuivent. Il est à craindre que le gouvernement de l'AKP nomme, comme il le fait régulièrement, des administrateurs dans les régions kurdes à la veille des élections municipales qui se tiendront en mars prochain.

L'isolement total du leader kurde Abdullah Öcalan se poursuit sans impunité depuis plus de 3 ans. Malgré les nombreuses demandes de ses avocats et de sa famille, ces derniers se voient systématiquement refuser la moindre visite. Cet isolement total est une violation manifeste de tous les traités internationaux.

Le retrait de la Turquie de la Convention d'Istanbul (Lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique) entraîne une aggravation des violences basées sur le genre en Turquie.



LES RENDEZ-VOUS FRANCE KURDISTAN



L'ÉTAT FRANÇAIS DOIT LEVER LE SECRET DÉFENSE



Dans la nuit du 9 au 10 janvier 2013, les corps sans vie de trois militantes kurdes sont retrouvés dans les bureaux du Centre d'Information du Kurdistan à Paris. Elles ont été froidement abattues de balles dans la tête. Les victimes ne sont pas des inconnues. Sakine Cansiz est l'une des fondatrices du PKK avec A. Öcalan. Torturée dans les prisons de Diyarbakir, elle apparaît comme une légende de la résistance et avait obtenu l'asile politique en France. A ses côtés se trouve Fidan Dogan (dit Rojbin) chargée de la communication du Centre d'information du Kurdistan. Cette jeune femme, par son dynamisme et sa force de conviction, a su nouer des contacts avec la plupart des dirigeants politiques français. Enfin, Leyla Söylemez était une animatrice d'un mouvement de la jeunesse kurde.

Interview de Me Antoine COMTE par Pascal TORRE.

Dispose-t-on d'éléments nouveaux sur les conditions de cette exécution ?

Ce triple meurtre fut un événement exceptionnel en raison de sa violence, de l'importance des victimes et de la personnalité du meurtrier. Le Parquet antiterroriste est saisi et la magistrate de ce pôle, Jacqueline Duyé, ouvre une enquête pour « infraction terroriste ». Pour la première fois, dans une affaire de crime d'Etat commis sur notre territoire un Etat est désigné comme étant le commanditaire. Cependant, la mort d'Ömer Güney le 17 décembre 2016 amène Jacqueline Duyé à procéder à l'extinction de l'action. **Il n'y aura jamais de procès.**

L'affaire est donc définitivement enterrée ?

La magistrate, Jacqueline Duyé, **n'a pas prononcé de non-lieu pour les complices et les commanditaires.** Nous nous sommes battus, dans des conditions très difficiles, pour l'ouverture d'une seconde information judiciaire. Les polices allemandes et autrichiennes ont identifié des commandos turcs chargés d'abattre des opposants. Dans le même temps, deux membres du MIT ont été arrêtés par le PKK en Irak, et ont livré des éléments extrêmement précis sur la chaîne de décision ayant conduit à l'assassinat des trois militantes. Corrélativement, un autre escadron de la mort s'appropriait à assassiner Remzi Kartal, co-président du Congrès du Peuple du Kurdistan à Bruxelles. Une demande d'enquête du juge belge et l'arrestation d'un membre des Loups Gris exhibant une carte de police turque ont alors précipité la décision. La procédure actuelle suit son cours sans avancée réelle et dans l'état actuel des choses, elle ne risque pas d'aboutir.

L'enquête n'achoppe-t-elle pas sur le secret défense ?

Pour que l'enquête connaisse une avancée décisive, il faudrait que le juge d'instruction puisse accéder à des écoutes réalisées par les services français de diverses personnes impliquées de près ou de loin. Les services du ministère de l'Intérieur et de celui de la Défense s'y opposent. Jacqueline Duyé avait reçu des documents outrageusement censurés et donc inutilisables. Une nouvelle demande du juge Régis Pierre a subi un nouveau refus sous le prétexte qu'il n'y avait pas d'éléments nouveaux... en dépit du fait qu'une nouvelle procédure a vu le jour.

Les services de l'Etat sont de toutes évidences plus sensibles aux relations avec les renseignements turcs que d'établir la vérité sur un crime d'Etat, même perpétré sur le territoire français. Cette posture pusillanime se retrouve dans l'attitude des autorités françaises à l'égard de l'ambassadeur turc en France, Ismail Hakki Musa. Celui-ci était le numéro 2 du MIT au moment des assassinats. Sous sa direction, l'ambassade de Paris a été l'épicentre des actions d'espionnage et de traques contre les opposants. De plus, il était ambassadeur en Belgique au moment de la tentative d'assassinat de Remzi Kartal. Alors que la magistrate Jacqueline Duyé s'appropriait à l'auditionner, il a été opportunément rappelé à Ankara emportant avec lui de sombres dossiers.

Quelles sont les perspectives dans ce contexte ?

Certes, jamais la Turquie n'extradera les commanditaires mais pouvoir les désigner nommément serait déjà un nouvel acquis. N'oublions jamais que dans les régimes autoritaires, les éléments décisifs viennent presque toujours de l'intérieur du système. **Pour ces raisons, il faut maintenir la pression, interroger le gouvernement, exiger la levée du secret défense et se tenir prêt.**

**Exigeons la levée du secret défense,
rendez-vous samedi 06 janvier 10h
Gare du Nord (Paris)**

LES PROCHAINS RENDEZ VOUS :

- 23 décembre 2023 : manifestation pour dénoncer l'attentat du 23/12/22 - Gare du Nord - Paris (75) ;
- 06 janvier 2024 : Manifestation européenne en hommage aux victimes de l'attentat de 2013 - Gare du Nord - Paris (75) ;
- 27 janvier 2024 : intervention au Lycée Galilée Gennevilliers pour la préparation à Sciences po Paris (92).

CONTACT :



Francekurdistan.association@gmail.com



francekurdistan



France-Kurdistan